

Déclaration Orale

Conseil des droits de l'homme 54^{ème} session
Point 6: Examen Périodique Universel

Documents finaux de l'EPU de la France

29 septembre 2023

Orateur: Markus HOFER

Monsieur le Président,

L'Alliance évangélique mondiale remercie le gouvernement français pour son engagement dans l'Examen périodique universel et nous attendons avec impatience la mise en œuvre des recommandations acceptées concernant la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et pour la protection des minorités ethniques et religieuses.

Nous aimerions toutefois souligner que la loi du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a substantiellement modifié le régime des cultes en France, avec un passage vers une "laïcité de surveillance" des cultes qui pourrait atteindre à la liberté de religion.

Nous appelons la France à réviser les décrets d'application, si les conditions d'application sont en pratique trop restrictives ou contraignantes pour les associations, à veiller à l'harmonisation de l'application des mesures sur le territoire, notamment dans les départements en garantissant un niveau de compétences identiques dans les préfectures, et à veiller en particulier aux communautés religieuses issues des diasporas afin de les accompagner dans la connaissance et l'application de la réforme.

De plus, **nous invitons la France** à ajouter la lutte contre la haine anti-religieuse à la mission de la Délégation interministérielle à la lutte contre le racisme, l'antisémitisme et la haine anti-LGBT (DILCRAH) pour couvrir aussi les infractions et discriminations envers des personnes ou des groupes sur le fondement de leur appartenance à une religion.

Enfin, en ce qui concerne la liberté de conscience des personnels soignants, **nous recommandons à la France** de modifier le Code de la Santé Publique pour respecter la liberté de conscience des soignants dans le cadre des évolutions de la science et des techniques, notamment dans les domaines de la procréation ou de la fin de vie et de prévoir une clause générale d'objection de conscience pour l'ensemble des soignants ou des clauses spécifiques, suivant les professions et suivant les domaines de soins concernés. Merci.